

Unité inter-Départementale 19, 23, 87  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 02/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Communauté de communes Creuse Grand Sud (Centre aquatique)**

Aubusson

Références : UiD232025-079

Code AIOT : 0006004602

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 au centre aquatique d'Aubusson exploité par la communauté de communes Creuse Grand Sud et implanté allée Jean-Marie Couturier - 23 200 Aubusson. L'inspection a été annoncée le 21/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes Creuse Grand Sud (Centre aquatique)
- 34b rue Jules Sandeau 23200 Aubusson (siège)
- Code AIOT : 0006004602
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre aquatique dispose d'un récépissé de déclaration du 1<sup>er</sup> octobre 2015 pour le stockage de chlore (4 bouteilles de 49 kg).

L'inspection a été menée dans le cadre d'une action régionale visant des installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées.

Outre le Code de l'environnement et le récépissé de déclaration, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4710 a servi de référentiel pour l'inspection.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Récépissé de déclaration du 01/10/2015, article /	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 1.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours (justificatif de commande) 3 mois à réception (rapport et indication des actions correctives)
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 2.7. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.3. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours (possession de la FDS) 3 mois (actions correctives)
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.7.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours (n° d'urgence) 1 mois (attestations, vérification des fixations) 3 mois (consignes d'exploitation)
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 jours (justificatif de commande) 10 jours (détecteur) 3 mois (fréquence de remplacement et consigne)
8	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.9. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.10. - 2 <sup>ème</sup> alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.2. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses actions correctives et justificatifs sont attendus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 01/10/2015, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet établissement soumis à déclaration est référencé sous la rubrique 4710-2 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  La communauté de communes Creuse Grand Sud dispose d'un récépissé de déclaration daté du 1 <sup>er</sup> octobre 2015, pour la création d'un stockage de chlore au sein du centre aquarécricatif d'Aubusson. Le dossier ayant donné lieu à ce récépissé fait état de 4 bouteilles de 49 kg (soit 196 kg au total). Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé l'absence d'évolution quant à ces installations (4 bouteilles de 49 kg soit 196 kg au total, dont 2 en stockage et 2 en utilisation).  Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué que le site dispose, depuis sa création, de 2 chaudières au gaz de puissance unitaire 500 kW. Ces chaudières sont susceptibles de fonctionner simultanément, sans toutefois représenter le fonctionnement habituel. Pour rappel, depuis la parution du décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, le seuil du régime de la déclaration de la rubrique 2910 (installations de combustion) a été abaissé à 1 MW inclus (2 MW auparavant). Les personnes rencontrées lors de l'inspection, en poste depuis 2 ans pour la première et quelques mois pour la seconde, n'ont pas connaissance de l'existence d'un courrier à destination des services préfectoraux dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret permettant de bénéficier des droits d'antériorité au sens de l'article L.513-1 du Code de l'environnement. Aussi, <b>l'exploitant est invité à procéder, dans un délai de 3 mois et de manière dématérialisée, à la déclaration initiale, à moins que la recherche de l'existence d'un courrier de déclaration d'antériorité, en se rapprochant au besoin des services préfectoraux (bureau de l'environnement), soit fructueuse. Dans ce cas, une copie de ce courrier sera transmise à l'Inspection dans le même délai.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 1.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. [...] L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse [...]. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'aucun contrôle au sens des articles R.512-55 et suivants du Code de l'environnement n'a été réalisé. Pour rappel, le premier contrôle aurait dû avoir lieu dans les 6 mois après la mise en service du site, en application de l'article R.512-58 du Code de l'environnement.  <b>Par conséquent, l'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 15 jours, un justificatif de commande de ce contrôle (bon de commande, devis signé avec la mention « bon pour accord » ou tout autre document équivalent), accompagné de la copie de sa transmission à l'organisme agréé retenu,</li> <li>• dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle, ledit rapport, accompagné d'une part de la copie du courrier adressé à l'organisme agréé présentant les actions correctives avec leur échéancier en cas de constat de non conformités majeures (article R.512-59-1 - 1<sup>er</sup> alinéa du Code de l'environnement), d'autre part des actions correctives prises ou envisagées avec leur échéancier en cas de constat d'autres non conformités.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours (justificatif de commande) ; 3 mois à réception (rapport et indication des actions correctives)

**N° 3 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 2.7. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont [...] vérifiées [...].
<b>Constats :</b>  Les installations électriques sont vérifiées tous les ans. Le dernier contrôle a été réalisé le

7 avril 2025 par Bureau Véritas. Les rapports de contrôle (« Visite périodique » et « ERP ») et l'attestation Q18 correspondants à ces vérifications ont été présentés en séance puis transmis à l'Inspection par courriel du 16 septembre 2025.

Le « rapport de vérification électricité visite périodique » fait état de 3 observations. Certaines sont en cours de résolution, l'exploitant ayant précisé lors des échanges avoir passé commande auprès d'une entreprise extérieure pour intervenir. **L'exploitant est invité, dans un délai de 3 mois, à fournir à l'Inspection les justificatifs de levées des observations.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Connaissance des produits - étiquetage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.3. - 1<sup>er</sup> alinéa

**Thème(s) :** Produits chimiques, /

##### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

##### **Constats :**

L'exploitant a indiqué n'avoir qu'un fournisseur pour les bouteilles de chlore mais n'a pas été en mesure de présenter la fiche de données de sécurité (FDS) correspondante. **L'exploitant est invité à se procurer ce document dans un délai de 15 jours en se rapprochant de son fournisseur et à le transmettre à l'Inspection.** Pour rappel, la FDS est à prendre en compte, notamment pour ce qui concerne la manipulation et le stockage (rubrique 7), ainsi que la protection individuelle (rubrique 8).

Lors de la visite, il a été constaté les points suivants :

- sur la porte du local, une affiche présente 5 pictogrammes de danger du règlement CLP.
- sur les bouteilles, pour ce qui concerne la réglementation CLP, seul le pictogramme « gaz sous pression » apparaît. Il est à noter que les bouteilles font apparaître également des pictogrammes relatifs à l'ADR (transport). Cet étiquetage complémentaire et à maintenir n'entre pas dans le champ ICPE et n'a donc pas été vérifié.
- les étiquettes de certaines bouteilles étaient abîmées. Il convient d'être vigilant sur ce point.

**Au regard de ce qui précède, l'exploitant est invité, dans un délai de 3 mois, à :**

- faire correspondre au besoin les pictogrammes de l'affiche présente sur la porte du local avec les pictogrammes de la FDS,
- au besoin, à compléter/revoir ou à faire compléter/revoir en se rapprochant de son fournisseur, le pictogramme « gaz sous pression » sur l'étiquette des bouteilles au regard des pictogrammes mentionnés dans la FDS et en tenant compte de l'article 26 du règlement CLP (mention du pictogramme de danger le plus grave par classe de danger), en maintenant l'étiquetage ADR.

<b>Les justificatifs de ces corrections sont transmis à l'Inspection sous le même délai.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours (possession de la FDS) ; 3 mois (actions correctives)

#### N° 5 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>• le maintien, dans le local, de la quantité de chlore nécessaire au fonctionnement de l'installation ;</li> <li>• lorsque l'installation dispose d'un système de neutralisation, la vérification de la quantité de produit nécessaire à la neutralisation en cas de fuite et de sa qualité ;</li> <li>• les conditions de conservation et de stockage des produits ;</li> <li>• la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs.</li> </ul> <p>Avant le début de toute intervention sur les récipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ;</li> <li>• la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours.</li> </ul> <p>L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service.</p> <p>Pour les installations classées localisées au sein d'un établissement recevant du public, toutes les opérations de branchement et débranchement sont effectuées en dehors des horaires d'ouverture au public sauf en cas d'urgence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a indiqué notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les manipulations des bouteilles se faisaient jusque récemment par l'agent technique seul. De nouvelles modalités d'organisation viennent d'être testées (opération par l'agent technique accompagné par une seconde personne) mais sont toujours en réflexion en vue de les améliorer (absence de l'agent technique, intervention par une personne seule ou en binôme, le binôme apparaissant comme plus approprié),</li> <li>• 8 personnes (cf. annexe confidentielle) ont reçu une formation le 5 septembre 2025 dispensée par le fournisseur et ayant trait aux spécificités et dangers du chlore, au système de dosage et de distribution chlore, à la manipulation des bouteilles et à la conduite à</li> </ul>

tenir en cas d'incident, notamment en cas de fuite. Il est à noter que sur les 8 personnes 3 d'entre elles ont reçu cette formation plus à titre d'information, ce qui porte à 5 le nombre de personnes susceptibles d'intervenir sur les bouteilles. Au jour de l'inspection, l'exploitant était en attente de la transmission des attestations de formation.

- avant chaque manipulation, chaque personne dispose d'un talkie walkie et s'équipe de ses EPI dont un masque à cartouche sur lequel il vérifie l'étanchéité,
- après chaque intervention, l'absence de fuite est vérifiée (cf. partie confidentielle),
- les branchements/débranchements de bouteilles sont réalisés en dehors des horaires d'ouverture au public,
- une ronde technique, consistant en un contrôle visuel, est réalisée tous les matins dans les 3 locaux techniques (dont celui dédié au chlore (cf. point de contrôle N°8)),
- les brides de fixation ne sont pas en très bon état,
- le site ne dispose pas de consignes d'exploitation telles qu'attendues par les dispositions précitées,
- l'installation ne dispose pas de système de neutralisation.

La visite des installations a permis de constater par ailleurs les points suivants :

- les portes du local présentent des affichages d'alerte et d'informations (indication « Local traitement chlore gazeux », pictogrammes (cf point de contrôle N°4), port du masque obligatoire, des consignes pour l'intervention sur un chloromètre, des premiers soins d'urgence...) ; il est à noter que les espaces dédiés à l'indication des numéros d'appel des pompiers, SAMU et exploitant ne sont pas mentionnés.
- juste à droite des portes du local, est affiché un rappel du port obligatoire du masque, de la combinaison et des gants. Pour rappel, il conviendra que l'exploitant s'assure de la cohérence de ces EPI avec les éléments de la FDS (cf. point de contrôle N°4).
- un registre intitulé « tableau gestion chlore » récemment mis en place et affiché à proximité de l'entrée du local, permettant, comme expliqué par l'exploitant de suivre l'état des stocks, les mises en services, les anomalies...).
- deux procédures sont présentes dans le local contenant les bouteilles (procédure de montage et démontage d'une bouteille), ainsi qu'une notice « maintenance » abordant les « opérations et fréquences d'entretien » et le « changement de bouteille ».

**Au regard de ce qui précède, l'exploitant est invité :**

- **dans un délai de 8 jours, à renseigner les numéros d'appel des pompiers, SAMU et exploitant, dans les espaces prévus sur l'affiche de la porte du local et de confirmer sous le même délai cette action corrective à l'Inspection,**
- **dans un délai d'un mois, à fournir à l'Inspection, une copie des attestations de chaque personne ayant suivi la formation du 5 septembre 2025,**
- **dans un délai d'un mois, vérifier l'ensemble des systèmes de fixation des bouteilles stockées et en cours d'utilisation et transmettre à l'Inspection les justificatifs des remplacements nécessaires,**
- **dans un délai de 3 mois, à rédiger et transmettre à l'Inspection les consignes d'exploitation tenant compte des pratiques actuelles et des procédures et de la notice existantes, en les complétant afin qu'elles répondent de manière exhaustive aux dispositions précitées.**

Les consignes d'exploitation seront à mettre en œuvre dès leur finalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours (n° d'urgence) ; 1 mois (attestations, vérification des fixations), 3 mois (consignes d'exploitation)

#### N° 6 : Protection individuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.2. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, [...], sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente des opérateurs autorisés. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les opérateurs sont formés à l'emploi de ces matériels.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le contrôle a porté sur les équipements de protection respiratoire.</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a indiqué que le sujet EPI a été abordé lors de la formation à la manipulation des bouteilles (cf. point de contrôle N°5).</p> <p>Lors des manipulations des bouteilles, la protection respiratoire se fait par le port d'un masque à cartouche. Trois masques ont été acquis récemment, portant ainsi à 5 leur nombre total.</p> <p>Quatre masques sont placés dans un sac facilement accessible situé à proximité de l'entrée du local, ce sac contenant également deux cartouches. L'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le 5<sup>ème</sup> masque est situé dans un bureau (cf. annexe confidentielle),</li> <li>• toute nouvelle cartouche ouverte est changée de manière systématique au bout de 6 mois,</li> <li>• des cartouches neuves (3 ou 4) sont disponibles sur le site,</li> <li>• les masques feraient apparaître prochainement le nom de la personne à qui il est dédié.</li> </ul> <p>Il a été constaté qu'une des cartouches placées dans le sac était annotée de la date du 04/09/2025 (date d'ouverture) et indiquait une date de péremption à septembre 2025.</p> <p>Au regard de ce qui précède, <b>l'exploitant est invité à changer la cartouche ouverte le 4 septembre 2025 sans attendre les 6 mois habituels et en respectant la date limite d'utilisation, puis à maintenir sa vigilance sur ce point.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant [...]</p>

détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  
Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.

[...] Une consigne décrit les actions correctives à mettre en oeuvre en cas de déclenchement de la détection.

Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.

#### **Constats :**

Lors des échanges relatifs au détecteur, l'exploitant a indiqué :

- que le local dispose d'un détecteur placé en point bas,
- que ce dispositif n'est actuellement pas fonctionnel, la cellule devant être changée,
- qu'un devis correspondant a été établi 2 jours avant l'inspection,
- ne pas être certain de la valeur du seuil de déclenchement du détecteur,
- que le remplacement de la cellule sera désormais réalisé selon les recommandations fournies dans la notice du fabricant,
- qu'un test trimestriel (cf. annexe confidentielle) sera mis en place dès que la cellule de détection sera changée,
- qu'en état opérationnel, le détecteur déclenche une alarme sonore et a priori visuelle rouge,
- que l'alarme est retransmise sur l'alarme technique située à l'accueil du site,
- qu'il n'existe pas de consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.

Lors de la visite, il a été constaté la présence du détecteur placé en point bas du local et la présence du boîtier de l'alarme situé en dehors et à proximité du local. Un avertisseur rouge type gyrophare situé plus en hauteur était relié au boîtier de l'alarme.

**Au regard de ce qui précède, l'exploitant est invité à :**

- **fournir à l'Inspection dans un délai de 4 jours, un justificatif de commande d'une cellule de détection (bon de commande, devis signé avec la mention « bon pour accord » ou tout autre document équivalent), accompagné de la copie de sa transmission à la société retenue,**
- **procéder ou faire procéder dans un délai de 10 jours, au remplacement de la cellule de détection, tester le détecteur et les alarmes sonore et visuelle ainsi que le report sur l'alarme technique située à l'accueil ; les justificatifs de ces démarches seront transmis à l'Inspection sous le même délai,**
- **confirmer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, la fréquence de remplacement de la cellule de détection selon les recommandations du fournisseur,**
- **rédiger et transmettre à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, la consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection, en les adaptant au site et à son fonctionnement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 jours (justificatif de commande) ; 10 jours (détecteur) ; 3 mois (fréquence de remplacement et consigne)

**N° 8 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.9. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local est uniquement destiné au stockage de chlore.
<b>Constats :</b>  Le local est destiné au stockage et à l'utilisation des bouteilles de chlore, ce qui n'est pas conforme à la disposition précitée et aux définitions fournies au point 1.8. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4710 rappelées ci-dessous :  <i>« Local technique » : local destiné exclusivement au stockage ou à l'utilisation des récipients de chlore. Lorsque le local technique est destiné au stockage, il est sans communication directe avec les autres parties de l'installation.</i> <i>« Armoire technique » : armoire permettant le stockage et/ou l'emploi de récipients de chlore et destinée exclusivement à cet usage. Les dimensions de l'armoire technique de sécurité empêchent toute personne d'y pénétrer et d'y rester. Elle comporte une grille d'aération en partie basse et en partie haute. Elle est sans communication directe avec les autres parties de l'installation.</i>  <b>L'exploitant doit stocker les bouteilles de chlore dans un local uniquement dédié à cette activité et répondant à l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel précité (dispositions constructives, distance d'isolement, ventilation...). L'exploitant peut également choisir d'installer une armoire technique, en respectant également les dispositions applicables.</b>  <b>Aussi, l'exploitant est invité à justifier, dans un délai de 6 mois, le respect de ces prescriptions en envoyant à l'Inspection des éléments de preuves de la mise en place d'un stockage conforme aux prescriptions rappelées supra.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 9 : Traitement des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I - point 4.10. - 2 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient. Elle est mise en place par des opérateurs expérimentés et équipés de

dispositifs de protection respiratoire.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a indiqué que le site dispose d'une mallette contenant ce type d'équipement. Néanmoins, son contenu exact et son emplacement n'ont pas pu être précisés. Par ailleurs, il a été indiqué qu'en cas de fuite, il est prévu d'appeler directement les secours.</p> <p>L'exploitant pourra désigner, parmi les personnes aujourd'hui autorisées à intervenir sur les bouteilles (cf. point de contrôle N°5), la (ou les) personne(s) apte(s) à mettre en place la cloche de sécurité lorsqu'elle(s) sera (seront) reconnue(s) expérimentée(s) par l'exploitant.</p> <p><b>Aussi, l'exploitant est invité, dans un délai de 8 jours, à :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• faire connaître en interne l'emplacement de la mallette,</li> <li>• à s'assurer de son contenu (nombre de cloches, accessoires et notice d'utilisation) et de l'état de celui-ci,</li> <li>• confirmer à l'Inspection la réalisation de ces démarches ainsi que les actions correctives engagées au besoin.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours